

Le budget—M. J. N. Turner

Le président suppléant (M. Paproski): Avez-vous des questions à poser ou des remarques à faire au sujet du discours du ministre? Dans la négative, nous poursuivons le débat.

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, je considère toujours comme un heureux hasard que vous occupiez le fauteuil. Cela me donne ce sens de l'équilibre indispensable pour s'adresser au plus haut tribunal du pays sur un sujet très grave.

Après avoir attendu huit mois et demi que le nouveau gouvernement présente son programme économique, ce qui ne s'était encore jamais vu, les Canadiens n'ont vraiment pas été récompensés de leur patience. Le budget ne propose pas de plan économique. Il ne prévoit ni croissance ni emploi.

Le ministre des Finances (M. Wilson) a déclaré l'automne dernier à la Chambre que les citoyens avaient voté en faveur du changement. Ils n'ont toutefois pas obtenu le changement qu'ils désiraient. Ils n'ont pas obtenu ce qui leur avait été promis. Au lieu de tenir sa liste considérable de promesses mirobolantes, son avalanche de promesses, le gouvernement a fait complètement volte-face.

Les Canadiens ont été induits en erreur. Non seulement le gouvernement n'avait pas l'intention de tenir ses promesses, mais il a finalement révélé dans son budget qu'il comptait, en réalité, s'attaquer aux économiquement faibles et à la classe moyenne.

Le premier ministre (M. Mulroney) et ses ministres parcoururent le pays dans de coûteux jets du gouvernement pour promouvoir le budget. Je crois que le premier ministre est en route pour Toronto. Ce budget a été lancé à grand renfort de publicité. Le premier ministre est allé dans l'Ouest pour la première fois depuis les élections à part une brève visite à Regina le jour de la Saint-Valentin. Il est allé à Edmonton, Calgary et Winnipeg en déclarant que ce serait un budget strict mais juste.

Les conservateurs de l'arrière-ban qui demeurent généralement silencieux, anonymes et invisibles, ont reçu une trousse et ils ont été chargés de faire accepter le budget dans leurs circonscriptions. Leur tâche ne sera pas facile. Même si les députés conservateurs sont de bons vendeurs, personne ne peut vendre un mauvais produit. Le budget en est un.

Le premier ministre a déclaré que le budget serait strict mais juste. Il a consacré beaucoup de temps à sa promotion et je crois qu'il en a été le co-auteur, à compter de son séjour à Miami. Par conséquent, il ne s'agit pas seulement du budget du ministre des Finances, car sans doute pour la première fois dans notre histoire, un premier ministre a collaboré de près à sa préparation et il en sera donc tenu responsable en même temps que le ministre des Finances.

Le slogan du premier ministre qui a promis d'être «strict, mais juste» passera à la postérité comme d'autres paroles célèbres: «qu'ils mangent de la brioche»; «la poule au pot dans tous les foyers»; «strict mais juste». Le budget est littéralement truffé des mots «juste» et «équitable». A la première page du discours du budget, le ministre dit: «Les mesures que je propose sont réalistes, efficaces et équitables». A la page 21, il déclare que les coûts et les avantages seront partagés équitablement.

Avant de devenir ministre, le ministre des Finances était plutôt franc, direct et clair. On dirait que le premier ministre, ainsi que le ministre des Finances et d'autres membres du gouvernement, trouvent que les gens auront tendance à croire

ce qu'on leur dit si on le répète assez souvent. Malgré toutes les répétitions et tous les efforts déployés pour faire accepter le budget, les charges, les frais et les avantages du budget ne sont pas partagés équitablement par les Canadiens.

Le budget du gouvernement n'est pas juste. Il touche durement le Canadien moyen. L'augmentation d'impôt est de \$400 à \$500 par an pour le Canadien moyen si l'on tient compte de toutes les hausses d'impôt, y compris des hausses clandestines, des hausses sournoises et des hausses directes. Cette augmentation de \$400 à \$500 pour la famille canadienne moyenne entre en vigueur maintenant.

Comment le gouvernement utilisera-t-il l'argent qu'il prend au Canadien moyen? Cet argent va-t-il être donné aux régions démunies? Va-t-il être donné aux défavorisés? Va-t-il être donné aux familles monoparentales? Va-t-il être donné aux veufs âgés? Va-t-il être donné aux autochtones? La réponse est un non catégorique. Cet argent est offert aux riches et aux prospères, dans l'espoir qu'ils investiront.

L'exemption d'impôt sur les gains en capital de \$500,000 représente un cadeau de \$125,000 en argent liquide. La famille moyenne va devoir payer \$500 de plus d'impôt par an mais les riches reçoivent un cadeau sur la vie de \$125,000. Est-ce juste? Est-ce équitable? Je ne crois pas que ce soit le budget équitable auquel on s'attendait, monsieur le Président.

J'ai dit à la Chambre jeudi soir et je l'ai répété vendredi matin, que ce budget est non seulement injuste, mais qu'il est sournois. Il est basé sur une augmentation d'impôt cachée. Le ministre avait un document secret sur les répercussions des mesures budgétaires intitulé *Direct Impacts of Budget Measures by National Accounts Component*. Il a été préparé par son ministère et ses fonctionnaires confirment qu'il est valable. Comme l'a dit mon collègue le député de Laval-des-Rapides (M. Garneau) lundi, ce document secret du ministre des Finances révèle que la désindexation rapportera net plus de 11.5 milliards au Trésor. Autrement dit, cette initiative coûtera 11.5 milliards au Canadien moyen d'ici à 1990. Il ne s'agit pas d'une hausse d'impôts de 200 millions, mais de 11.5 milliards. En même temps, les largesses aux multinationales s'élèvent jusqu'à maintenant à 8.5 milliards de dollars. La classe moyenne sera touchée dès maintenant tandis que l'impôt minimum pour les riches est remis à plus tard pour étude. Ceux qui en ont le moins les moyens doivent payer dès maintenant alors que ceux qui en ont les moyens paient très peu. C'est ce que le gouvernement appelle juste.

Voyons un peu l'impôt minimum. Le 17 août, durant la campagne électorale de l'année dernière, le ministre a fait la déclaration suivante:

Je trouve injuste qu'une personne ne paie pas un impôt minimum.

Nous avons proposé un impôt minimum de 13 p. 100 pour les riches, c'est-à-dire ceux dont les revenus dépassent \$50,000. Lié à un impôt provincial de 7 p. 100, cela aurait fait un impôt minimum de 20 p. 100 pour tous les Canadiens gagnant plus de \$50,000 par année. Le gouvernement a promis lui aussi un impôt minimum durant la campagne électorale, mais il n'a proposé que des options dans son budget. Il s'est engagé à étudier davantage la question, mais n'a pris aucun engagement réaliste.